

## Puga, le général qui a marabouté Hollande

PAR THOMAS CANTALOUBE  
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 8 JUILLET 2014



Benoît Puga en novembre 2011. © Reuters

Le chef d'état-major particulier du président a été nommé il y a quatre ans par Sarkozy. Son maintien à ce poste très important, en dépit d'un profil très droitier, irrite désormais de nombreux socialistes. « *Il est dans une logique de prise de pouvoir sur le cerveau du président* », dit-on même au ministère de la défense. Une longévité qui en dit autant sur les pratiques du sarkozysme que sur l'exercice du pouvoir par Hollande, et sur cet homme secret et courtisan.

Benoît Puga. Le nom claque comme un élastique trop tendu. Ou, si l'on veut filer la métaphore militaire, comme le son étouffé d'un pistolet-mitrailleur. Derrière son maintien impeccable et un sourire un brin goguenard, Benoît Puga est l'un des hommes les plus puissants de la République, mais aussi l'un des plus secrets. Général d'armée arborant cinq étoiles sur son képi, le plus haut grade de l'armée de terre, il est le chef d'état-major particulier du président, c'est-à-dire son conseiller militaire et son principal collaborateur sur toutes les questions de défense.

Mais le général Puga possède une particularité qui le distingue de tous ses prédécesseurs de la V<sup>e</sup> République : nommé de manière surprenante en mars 2010 par Nicolas Sarkozy, il est toujours en fonction aujourd'hui, après deux années de mandat de François Hollande. Un cas unique de résistance à l'alternance qui en dit beaucoup sur l'homme lui-même, mais aussi sur la manière de gouverner de l'actuel locataire de l'Élysée. De surcroît, cette longévité et la manière dont le général use de son influence commencent à irriter un grand nombre de socialistes.

[[lire\_aussi]]

Les militaires le savent et le disent : dans un pays comme la France, il n'y a jamais vraiment de « *temps de paix* ». Entre les participations aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, la préservation des capacités de dissuasion nucléaire et conventionnelle, et les différentes interventions à l'étranger (de la piraterie aux prises d'otages), l'exécutif ne peut jamais ignorer l'agenda militaire. *A fortiori* quand, depuis 2011, la France est véritablement entrée en guerre à trois reprises : en Libye, au Mali et en Centrafrique. À chaque fois, c'était Benoît Puga qui se tenait aux côtés du président de la République.

S'il y a un élément que personne ne conteste au chef d'état-major particulier du président (CEMP), ce sont ses grandes qualités militaires. « *C'est un très bon soldat qui connaît bien les opérations. C'est un grand professionnel* », dit de lui le général en retraite Vincent Desportes. « *Il a participé à presque toutes les interventions extérieures françaises depuis trente ans* », renchérit l'un de ses prédécesseurs, le général Henri Bentégeat. « *Il possède une formidable connaissance opérationnelle et quand il est vraiment en charge d'une opération, tout se passe bien !* » Et il ajoute, lui qui fut son supérieur : « *Il a un pouvoir que j'ai rarement rencontré : celui de rassurer ses chefs. Quand on a un homme comme ça à ses côtés, que l'on soit Nicolas Sarkozy ou François Hollande, c'est un formidable réconfort.* »



Benoît Puga en novembre 2011. © Reuters

Après sa sortie de l'école d'officiers de Saint-Cyr, Benoît Puga intègre très vite le deuxième régiment étranger de parachutistes de la Légion étrangère (dit 2<sup>e</sup> REP) et il participe au **parachutage sur Kolwezi**, en 1978. C'est l'un de ses plus hauts faits d'armes, cité dans toutes ses biographies, mais qui

« commence à remonter à loin », font valoir certains de ses détracteurs au sein de l'armée. Il poursuit sur cette lancée en étant de la plupart des interventions extérieures de l'armée française de la fin des années 1970 et du début des années 1980 : Gabon, Djibouti, Liban, Centrafrique, Tchad...

Il entame ensuite une carrière ascensionnelle d'officier supérieur qui le mènera en 2002 au grade de général, en alternant des postes de commandement en France et à l'étranger (notamment en ex-Yougoslavie comme conseiller militaire de Carl Bildt, le négociateur européen des accords de paix à Dayton, devenu envoyé spécial pour les Balkans du secrétaire général des Nations unies). Entre les deux, en 1996, il dirige le 2<sup>e</sup> REP, notamment lors de deux opérations françaises en Centrafrique et au Congo.

À partir de 2004, âgé de 51 ans, il plonge dans la dernière partie de sa carrière, celle qui le voit diriger les opérations spéciales (COS), puis les « opérations » au sein de l'état-major des armées, et enfin, en 2008, le renseignement militaire. Sa trajectoire est marquée par deux tonalités : l'Afrique et le commandement « opérationnel ». C'est cette spécificité qui lui permet aujourd'hui de connaître personnellement nombre de dirigeants africains francophones et leurs responsables militaires, au premier rang desquels le président burkinabè Blaise Compaoré et le Tchadien Idriss Déby.

Pour beaucoup de ses collègues militaires, il fait un peu figure d'« officier de la coloniale » à l'ancienne : un homme de terrain et d'action. Un de ses anciens adjoints, qui ne le porte guère dans son cœur, estime d'ailleurs que sa promotion au poste de CEMP est une « anomalie » : « Puga est avant tout un type qui monte des opérations. Il n'aurait jamais dû accéder à ce poste qui est fait pour les officiers supérieurs ayant un parcours plus "politique", au sens où ils ont embrassé des responsabilités plus larges de réflexion, de management ou de conseil aux civils. »

Comment est-il donc parvenu à ce poste de conseiller militaire du président ? Et comment a-t-il fait pour s'y maintenir, en dépit d'un pedigree très marqué à droite et en dépit du malaise croissant qu'il suscite chez des

socialistes qui s'intéressent aux questions de défense et se méfient de lui ? En deux mots : ses réseaux et son image.

### « Directeur du renseignement militaire pour rentrer dans la Sarkozie »

L'aspect le plus saillant de la biographie du général Puga est son appartenance à la mouvance catholique intégriste, ce qu'il n'a d'ailleurs jamais caché. Il est le fils du colonel Hubert Puga qui rejoignit les généraux putschistes d'Alger en avril 1961, fut condamné à cinq ans de prison avec sursis et exclu de l'armée française (une notice biographique très complète a été **publiée** lors de sa mort en 2010 dans *Le Bulletin des amis de Raoul Salan*). Un de ses frères, Denis, est abbé à Saint-Nicolas du Chardonnet à Paris, une église affiliée à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X, qui se qualifie de « traditionaliste », mais qui est communément appelée « intégriste » et qui refuse les décisions du Concile de Vatican II. Les enfants du général Puga – il en a onze – sont presque tous passés par des écoles privées liées à la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X (notamment Saint-Bernard, à Courbevoie), et leurs baptêmes et mariages ont été célébrés à Saint-Nicolas du Chardonnet.



Les généraux Puga et Bruno Dary © Jean-Marc Tanguy

Un des intimes de la famille Puga est un autre militaire, Bruno Dary, qui a fini sa carrière comme gouverneur militaire de Paris en 2012 et qui, une fois qu'il eut quitté son uniforme, s'est lancé dans le soutien

aux militants de La manif pour tous, le collectif d'associations opposé au mariage homosexuel et à l'homoparentalité. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, en juin 2013, le Lys noir, un groupe d'extrême droite, a **appelé** à un coup d'État afin de renverser l'actuel pouvoir, en proposant les noms de trois militaires pour diriger le pays : les généraux Puga, Dary et Pierre de Villiers (l'actuel chef d'état-major des armées).

Même si ces officiers n'avaient rien à voir avec cet appel, qu'ils l'ont **dénoncé** sans ambages et que leurs convictions républicaines n'ont jamais été prises en défaut, leurs patronymes ne s'étaient pas retrouvés en tête de junte par hasard.

*« Aujourd'hui, une grande partie des chefs militaires français appartient à la mouvance catho intégriste », affirme l'ancien adjoint de Puga, qui estime qu'il a eu à pâtir de cette tendance, lui qui était athée et divorcé. « Comme l'institution militaire a beaucoup perdu de son prestige depuis la Seconde Guerre mondiale, le recrutement à Saint-Cyr est devenu extrêmement restreint et se fait de manière disproportionnée au sein de familles très traditionalistes. Or ces gens sont sectaires et carriéristes. Ils s'appuient entre eux. »*

Un officier de réserve, expert des questions de défense, relativise ce point de vue, en même temps qu'il en confirme un des aspects : *« Le profil catho-intégriste est très minoritaire, pas plus de 10 %, et il n'est pas très bien vu dans l'armée, contrairement à ce que l'on pense, car ce sont des types qui emmerdent tout le monde et donnent une mauvaise image de l'institution. Mais il est vrai qu'ils sont surreprésentés au sommet car ils connaissent les ficelles, notamment parce qu'ils sont issus de familles militaires. »*

Tous ceux qui l'ont côtoyé en conviennent : Benoît Puga est un homme de réseaux. *« Un bon officier fait toujours monter avec lui les soldats qui ont servi à ses côtés, c'est une tradition militaire, convient l'expert des questions de défense. Mais le problème de Puga est qu'il a un fonctionnement clanique : il promet ses fidèles, quelles que soient leurs compétences, et écarte ceux qui ne sont pas d'accord avec lui ou se mettent en travers de son chemin. »* Parmi les premiers : le général Bruno Dary, l'actuel chef d'état-

major de l'armée de terre, Bertrand Ract-Madoux, ou les « frères Beth » (Emmanuel, ancien général parachutiste devenu ambassadeur au Burkina Faso, et Frédéric, général lui aussi, ex-patron des opérations spéciales et aujourd'hui numéro deux de la DGSE).

Parmi ceux qui ne font pas partie de son « clan », on trouve nombre d'officiers subalternes qui, *« parce qu'ils ont un jour ou l'autre ouvert leur gueule, se sont retrouvés tricards »*, racontent au moins deux militaires qui l'ont côtoyé. Mais il y a aussi quelques grands pontes de l'institution, comme le général Didier Castres, le commandant de l'opération Serval au Mali, qui possède l'appui du ministère de la défense, mais que *« Puga cherche à marginaliser »*, selon un conseiller de l'Élysée. Et puis il y a le général Pierre de Villiers.

Pour raconter cette histoire qui en dit beaucoup sur l'actuel CEMP, il faut remonter quatre ans en arrière. À l'époque, le titulaire de ce poste est l'amiral Édouard Guillaud, choisi par Jacques Chirac et conservé par Nicolas Sarkozy, qui vient d'être promu au plus haut poste militaire : chef d'état-major des armées. Comme à chaque fois qu'il faut remplacer le conseiller militaire du président, il y a plusieurs candidats pressentis, rarement moins de deux, jamais plus de quatre ou cinq.

L'un d'entre eux est Benoît Puga qui, à l'époque, dirige le renseignement militaire. Mais le favori est Pierre de Villiers, frère de Philippe, que la plupart des militaires et des civils du ministère de la défense tiennent en haute estime. Il est le plus jeune général cinq étoiles de l'armée française en temps de paix et possède une expérience tous azimuts, du Kosovo à l'Afghanistan en passant par l'hôtel Matignon ou les affaires financières du ministère de la défense. Il est à la fois le candidat parfait et celui qui est poussé par l'état-major.

Nicolas Sarkozy le reçoit à l'Élysée et lui confirme sa nomination. Il le quitte en lui disant : *« À lundi ! »* Pierre de Villiers organise le pot de départ de ses précédentes fonctions et annonce à ses pairs qu'il a été choisi. Quelques jours plus tard, la nouvelle tombe : ce n'est finalement pas lui

mais Puga. Selon plusieurs sources qui travaillent à l'Élysée et à l'Assemblée nationale, Claude Guéant et Bernard Squarcini ont convaincu Sarkozy, lors d'un déplacement à l'étranger, de revenir sur sa décision et de sélectionner Puga, avec, en substance, l'argument suivant : « *C'est un type très bien qui rend beaucoup de services à la direction du renseignement militaire.* »

Selon l'une de nos sources, « *ce genre de chose n'arrive jamais ! En termes de culture militaire, c'est quelque chose d'énorme qui s'est produit. La direction du renseignement militaire aurait dû être le dernier poste de Puga avant sa retraite.* » « *Il s'est servi de son poste de directeur du renseignement militaire comme d'un tremplin pour rentrer dans la Sarkozie* », confie une autre source. « *Il s'est appuyé sur des réseaux civils, sur le cœur de la machine Sarkozy et ce qu'elle a de plus malsain, pour dégager de Villiers et se faire nommer ! C'est Salieri qui a pris la place de Mozart...* »

#### « L'armée a estimé qu'elle n'avait pas le bon relais à l'Élysée avec Puga »

Une fois en place, Puga devient proche de Sarkozy et, conformément à la centralisation à outrance qui a lieu à l'Élysée dans tous les domaines, il prend l'ascendant sur tous les autres rouages militaires : le ministre de la défense, son cabinet, le chef d'état-major et les responsables des différentes armes. « *Ce sont Puga et Sarkozy qui ont mené la guerre en Libye, tous les deux en parfaite harmonie. Puga appelait directement les unités sur le terrain et il adorait cela* », raconte un observateur qui était dans le sérail à l'époque. De ce fait, quand les socialistes qui s'intéressent aux questions de défense préparent la campagne de François Hollande en 2012, ils identifient « *deux mecs à dégager* » : « *Guillaud parce qu'il était nul, et Puga parce que c'était une crapule* », se remémore l'un de ces conseillers de l'ombre. Ce n'est évidemment pas ce qui s'est produit.

Il y a plusieurs raisons au maintien de Benoît Puga comme CEMP par le nouveau président socialiste. La première tient au fait que Hollande n'a pas voulu de chasse aux sorcières à son arrivée. « *C'est la continuité républicaine*, affirme Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire

général de l'Élysée et un ami intime du président. *De surcroît, Hollande me l'a toujours dit : "Puga est loyal à mon égard et il est très efficace sur le plan opérationnel."* » L'ancien général Vincent Desportes dit la même chose : « *Peu important les idées de Puga, c'est l'aspect républicain de nos armées qui l'emporte. Nous sommes d'abord des soldats de la nation.* »

À cela, il faut ajouter ce que souligne l'ancien chef d'état-major Henri Bentegeat : « *Quand un président prend ses fonctions, il y a toujours un terrain d'opération où il se passe des choses et des pépins à un endroit ou un autre du globe et, très vite, le chef d'état-major particulier doit rassurer le chef de l'État. Or Puga est solide et il sait rassurer.* »



Sarkozy, avec le ministre de la défense Alain Juppé, l'amiral Guillaud et Puga à droite, en 2011. © Reuters

Tout cela est indubitablement vrai, mais si l'on se contente de ce récit, on passe à côté d'une bonne partie de l'histoire. Un ancien haut gradé, qui connaît toujours beaucoup de monde, rapporte que Puga et Hollande ont sympathisé sur un point commun : leurs pères respectifs ont tous deux frayed avec l'OAS. C'est sans doute un lien, mais il illustre surtout la propension qu'a Benoît Puga à être un « *homme de cour* », selon une expression qui revient régulièrement dans la bouche de la plupart de ceux qui évoquent le général. « *C'est un abbé de cour, il est très obséquieux* », grince un familier de l'Élysée. « *C'est un type qui va attendre devant son bureau que le président passe dans le couloir et qui va l'accompagner comme si c'était une rencontre impromptue.* » « *Il est très proche, il est toujours là. Il mène une politique de cour* », sourit un autre conseiller du Château. « *Il est jovial, il fait des blagues* », raconte un dernier, qui l'a connu auparavant, austère et renfermé.



Quand l'équipe Hollande a investi l'exécutif, Puga a cru que c'en était terminé pour lui. Notamment parce que le président socialiste a nommé Jean-Yves Le Drian, l'un de ses amis politiques les plus proches, au ministère de la rue Saint-Dominique et qu'il s'est attaché à rétablir l'ordre institutionnel bouleversé par Sarkozy. Le chef d'état-major particulier est redevenu un conseiller comme un autre, et non plus le chef de guerre tout-puissant qu'il était.

Et quand la perspective d'une intervention au Mali s'est dessinée, il a adopté une attitude radicalement opposée de celle qu'il avait avec Sarkozy. *« Il s'est dit : "J'ai affaire à un président socialiste et à un cabinet qui n'aiment pas la guerre et qui veulent changer les relations avec l'Afrique", et il s'est donc rangé dans le camp de ceux qui étaient opposés à l'intervention, comme un courtisan croyant plaire »*, raconte un observateur très informé des questions de défense. *« Alors que les militaires et le ministère de la défense plaident pour une intervention armée, il envoie des ordres ambigus disant à la fois "Préparez-vous", tout en mettant des conditions incroyables à l'intervention, comme celle d'une "offensive caractérisée", un terme particulièrement flou. L'armée a estimé qu'elle n'avait pas le bon relais à l'Élysée avec Puga. »* Finalement, Hollande décide de lancer l'opération Serval avec l'appui du ministère de la défense, mais Puga reprend pied grâce à ce qu'il sait le mieux faire : gérer une opération extérieure.

Nombreux sont ceux qui croient décerner sa patte dans le parachutage du 2<sup>e</sup> REP sur Tombouctou, le 28 janvier 2013, une manière d'ajouter une page supplémentaire aux faits d'armes de son ancien régiment, qui plus est dans une période où les coupes budgétaires menacent différentes unités. Mais tout le monde n'est pas d'accord : *« On a dit que c'était lui, mais c'est François Hollande qui l'a imposé car il voulait aller vite »*, soutient l'observateur. Toujours est-il que Puga est de nouveau dans l'action, même s'il doit partager les décisions avec le ministère de la défense. La Centrafrique et l'opération Sangaris achèvent de le remettre en selle.

Mais le bilan de ces deux opérations africaines n'est pas entièrement positif d'un point de vue politico-militaire, car les deux interventions malienne et centrafricaine, qui ont été vendues comme *« de courte durée »*, sont en train de se prolonger *ad vitam æternam*. *« Depuis une quinzaine d'années, nous avons tendance à militariser nos réponses à tous les problèmes. Cela renvoie au poids du CEMP et à l'assurance qui est systématiquement donnée par les militaires au chef de l'État que "l'intervention sera de courte durée", regrette un conseiller élyséen. Même si les politiques ne sont pas toujours dupes, cela les conforte dans leurs décisions et l'aspect militaire l'emporte. »*

### **« Il ne touche plus terre désormais »**

Or Benoît Puga est critiqué pour deux choses dans ces guerres africaines. Tout d'abord, *« il ne veut pas être celui qui donne les mauvaises nouvelles et il cherche sans cesse à devancer l'opinion de Hollande, donc il ne joue pas son rôle de conseiller »*, selon un expert des questions de défense qui a occasionnellement affaire à lui. Deuxième critique : il s'est imposé comme un spécialiste de l'Afrique à l'Élysée en raison de son parcours militaire sur ce continent, mais aussi en raison des faiblesses de l'équipe de Hollande sur le sujet. Cependant, *« sa vision de l'Afrique est celle de "la coloniale" de 1880 à 1960. Pour lui, il suffit d'être copain avec les chefs d'État africains et leurs états-majors et on règle ainsi tous les problèmes »*, juge amèrement un de ses anciens collaborateurs, qui souligne son manque de vision prospective de ce continent en plein développement et bouleversement.

*« On ne peut pas reprocher à Puga de ne penser qu'en termes militaires au Mali et en Centrafrique, car c'est son rôle, soupire un universitaire spécialiste de l'Afrique qui a ses entrées à l'Élysée. Le problème, c'est que les civils ne sont pas au niveau. L'essor de Puga est la conséquence de cette faiblesse de l'entourage de Hollande. »* « Hollande n'a plus

confiance dans beaucoup de ses conseillers sur l'Afrique, mais il continue d'écouter Puga », confirme un familier de l'Élysée.



Le parachutage du 2e REP sur Tombouctou, le 28 janvier 2013. © CEMA

L'oreille du président. C'est ce que tous les conseillers recherchent. Inévitablement, des tensions jaillissent quand il n'y en a plus qu'un. Or, aujourd'hui, le ministère de la défense s'irrite de l'importance prise par Puga et de l'ambition qui lui est prêtée de devenir « le seul conseiller de défense de Hollande ». « Il est monté en puissance depuis deux ans et il ne touche plus terre désormais », balance un haut fonctionnaire du côté de la rue Saint-Dominique. « Il tronque les informations qu'il transmet au chef de l'État, il sélectionne les dossiers qu'il lui transmet, ce qui est inadmissible ! Il est dans une logique de prise de pouvoir sur le cerveau du président. Il entend mener sa propre politique de défense. »

Deux griefs lui sont faits. Sur les questions budgétaires, alors que le ministère de la défense ne cesse de crier qu'il faut arrêter de tailler au risque de remettre sérieusement en cause les capacités de dissuasion et de projection de la France, ainsi que le moral des troupes, le général joue la carte inverse. « Quand le ministre explique au président qu'il est impératif de maintenir le budget de la défense car cela va déjà très mal, Puga repasse par derrière pour expliquer que "c'est une posture", et que, lui, il connaît bien l'armée et cela ne va pas si mal ! » poursuit le haut fonctionnaire. Une position que le secrétaire général de l'Élysée Jean-Pierre Jouyet admet à demi-mot : « Il est l'un des plus distanciés à l'égard du lobby militaire par rapport aux questions budgétaires. »

« Il n'est pas très à l'aise avec ce genre de conflit et il a adopté l'attitude particulière de dire : "On va trouver une solution", tout en minimisant les préoccupations par rapport au malaise dans les armées », rapporte un conseiller élyséen. Là encore, il lui est reproché de ne pas jouer correctement son rôle de conseiller et de préserver ses propres intérêts carriéristes et personnels. D'autant que, dans ce débat budgétaire, il s'est montré très favorable à la « régionalisation » des troupes, c'est-à-dire au pré-positionnement de soldats français en Afrique. Or cela coûte cher et favorise la légion, les parachutistes et la marine, « les trois corps de la bande à Puga », selon un ancien officier des renseignements, qui sont demandeurs car ces déploiements rapportent gros en primes et avancements.

Deuxième grief qui lui est fait : celui d'avoir voulu s'emparer des dossiers industriels et d'avoir essayé de favoriser ses réseaux, sans grand succès par ailleurs. L'Élysée est le carrefour par lequel transitent toutes les décisions concernant l'industrie d'armement française, imbrication d'enjeux nationaux et diplomatiques sur fond de centaines de millions d'euros et de relations personnelles.

Là encore, il faut remonter à Sarkozy, qui avait confié à son CEMP la mission de gérer quelques gros contrats d'armement, sous la responsabilité du secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant, en court-circuitant les ministères de la défense et de l'industrie. Mais, selon un spécialiste de ce genre de négociation, « celles-ci ne peuvent marcher que si tout le monde est en ligne et que l'interministériel fonctionne à plein régime. Quand on confie ces tâches à un seul homme, il reste dans ses réseaux et ne va pas bien loin. Le résultat, c'est que Puga n'a signé aucun contrat d'armement ».

**« Il a l'obsession des parachutistes, c'est-à-dire d'atterrir quelque part »**

Sous Hollande, il continue néanmoins à traiter de ce domaine dans lequel l'intervention du chef d'État est sans arrêt sollicitée. Contrairement aux ministres de la défense et de l'industrie, le chef d'état-major particulier est constamment aux côtés du président,

notamment lors des voyages à l'étranger. Mais, là aussi, Puga est accusé de ne faire qu'une partie de son travail. « *Il ne s'intéresse qu'aux contrats de prestige, les missiles et les Rafales, parce que c'est valorisant, qu'il y a beaucoup d'argent, et que les industriels parlent directement au président* », estime le haut fonctionnaire de la rue Saint-Dominique.

Pour le reste, il sélectionne les dossiers, en fonction de ses propres critères, ce qui irrite les industriels qui tentent désormais de le contourner. De plus, selon un conseiller de l'Élysée, il a plusieurs fois botté en touche au sujet des programmes d'armement qui concernent directement les armées françaises : « *Il n'a exprimé aucune préférence pour tel ou tel programme. Or il est impératif qu'ils soient assumés par les militaires qui vont en être les bénéficiaires ou pas, surtout en période de restrictions budgétaires. Les civils ne peuvent pas assumer seuls les choix d'armements des unités françaises !* »

*Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.*

Pendant deux ans, les socialistes travaillant sur les questions de défense se sont tus, et « *Puga a bénéficié d'une omerta à l'Élysée* », selon l'un d'entre eux. Plus maintenant. Certains se sont lassés de « *cette gestion à la François Mitterrand qui s'imagine une grandeur à protéger les hommes de l'opposant politique* ». D'autres estiment simplement que la fonction de CEMP est un poste éminemment politique et qu'il est donc anormal qu'un homme aux idées aussi droitières et aux manières aussi courtisanes l'occupe, d'autant qu'il largement dépassé l'âge de la retraite pour les militaires (en 2014, les soldats nés en 1956 raccrochent leur képi, or Puga est né en 1953).

Les derniers, enfin, le voient comme un véritable problème, un conseiller qui ne remplit pas ses fonctions et qui, dans la réorganisation du cabinet du président consécutive aux défaites des municipales et des européennes, risque de prendre encore plus de poids. « *Jean-Yves Le Drian est obligé de le contourner pour exposer ses dossiers au président, et il lui a récemment envoyé à la figure, lors d'une réunion avec Hollande, qu'il ne remplissait pas son*

*rôle* », rapporte un socialiste. « *Il joue un rôle de filtre sélectif et le problème, c'est que Hollande ne s'en rend pas compte.* »

Il n'est pas rare, dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, de voir des conseillers élyséens se tailler des fiefs importants et susciter la jalousie (ou l'énervement) des autres. Mais la place occupée par Puga, alors qu'il n'est pas un proche de Hollande, que la France est engagée dans au moins deux opérations militaires majeures, et qu'il reste un personnage secret ne rendant de compte à personne sauf au président, demeure une interrogation. Un avocat spécialiste des questions africaines a trouvé une formule qui n'est qu'à moitié une plaisanterie : « *Il a marabouté Hollande !* »

[[lire\_aussi]]

Ce qui est sûr, c'est que Benoît Puga s'accroche à son poste et que, selon ceux qui le connaissent, il « *souhaite rester jusqu'au bout du quinquennat* ». D'autres, moins généreux, jugent qu'il a « *l'obsession des parachutistes, c'est-à-dire d'atterrir quelque part. Il a le goût du pouvoir et du prestige et il est hors de question pour lui de partir sans décrocher un autre poste. Mais, ce faisant, il bloque toute la haute hiérarchie militaire pour satisfaire ses ambitions* », ajoute un expert des questions de défense qui le côtoie. Il n'est pas devenu chef d'état-major des armées (c'est de Villiers) ; il aurait voulu aller à ODAS (la société qui gère les grands contrats d'armement pour l'État), mais son prédécesseur, Édouard Guillaud, n'a pas l'intention de lâcher l'un des meilleurs salaires de la République ; il pourrait devenir grand chancelier de la Légion d'honneur mais il faut attendre 2016 et la fonction est essentiellement honorifique.

« *En ce moment, il s'imagine devenir ambassadeur, comme son ami Emmanuel Beth* », assure un socialiste spécialiste des questions de défense et qui l'apprécie peu. « *Il s'est montré très attentif à se bâtir une légende de chef de guerre et de moine-soldat, mais c'est un type qui est profondément intéressé et profiteur. En cela, il est l'incarnation du sarkozysme qui l'a promu à ce poste : il faut toujours en avoir plus, gratter*

*quelque chose de plus !* » Sur cette question comme sur tant d'autres, François Hollande a oublié de faire une rupture avec son prédécesseur...

### Boite noire

Pour cette enquête, j'ai rencontré une quinzaine de personnes, civils comme militaires, qui ont toutes connu Benoît Puga, soit dans ses fonctions antérieures, soit aujourd'hui à l'Élysée. La plupart n'ont accepté de

témoigner qu'à la condition que leur nom ne soit pas cité. Plusieurs ont même exigé un anonymat absolu, car « *le général a le bras long* ».

J'ai sollicité un entretien avec Benoît Puga auprès du service de communication de l'Élysée, qui m'a indiqué que le CEMP ne donnait jamais d'interview. Le secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Pierre Jouyet, a néanmoins accepté de me rencontrer.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.



# Biographie du Colonel PUGA père du gal PUGA CEMP

## DISPARITIONS

Le colonel Puga Hubert Puga est né le 27 octobre 1915 à Honfleur dans le Calvados. Persuadé de l'inéluctabilité de la guerre, il prépare Saint-Cyr et l'intègre en octobre 1936. Il est de la promotion 1936-1938, Promotion du Soldat Inconnu, qui a compté en son sein le général Alain de Boissieu. 75 officiers de cette promotion sont morts pour la France. Hubert Puga est nommé sous-lieutenant le 1<sup>er</sup> octobre 1938 et affecté à l'école des chars de combat. Le 25 août 1939, il rejoint le 508<sup>ème</sup> R.C.C. (Régiment de Chars de Combat).

Il fait la campagne de France avec le 48<sup>e</sup> B.C.C. commandé par le commandant Masséna de Rivoli. Le bataillon est équipé de chars Renault R40 et R35. Il se bat à Abbeville au sein de la 2<sup>e</sup> Division Cuirassée de Réserve (2<sup>e</sup> D.C.R.) commandée par le colonel Perré, lors de la contre-offensive du 4 juin 1940 destinée à résorber la tête de pont allemande d'Abbeville, puis dans la région de l'Isle-Adam Il passe ensuite la Loire à Jargeau avant un regroupement des restes de la 2<sup>e</sup> Division Cuirassée de Réserve, le 17 juin, à la Ferté Saint Aubin et termine son repli dans la région d'Eymoutiers en Haute Vienne, le 25 juin 1940, trois jours après l'armistice. Les officiers d'active du 48<sup>e</sup> B.C.C. ont la volonté de poursuivre le combat mais l'attaque surprise de Mers-El-Kébir par les Anglais, le 3 juillet 1940, les dissuade de rejoindre Londres. Après dissolution du bataillon, le 16 juillet 1940, le lieutenant Puga est affecté le 22 novembre 1940 au 152<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie (Les "diables rouges") stationné à Montluçon, Vichy et Lapalisse.

Le 1<sup>er</sup> février 1942, le lieutenant Puga est affecté à Auch au 2<sup>ème</sup> Régiment de Dragons commandé par le lieutenant-colonel Schlessler. Celui-ci a, dès 1940, fait camoufler du matériel et préparé secrètement une mobilisation pour, le temps venu, procéder au rappel d'anciens dragons libérés. Après le débarquement des alliés en Afrique Française du Nord, le 8 novembre 1942, les allemands arrivent à Auch le 27 novembre.

L'armée d'armistice est dissoute. Les officiers, sous-officiers et hommes du rang du régiment soit sont répartis dans le département du Gers avec l'aide de l'administration des Eaux & Forêts, soit cherchent à rejoindre l'Afrique du Nord par l'Espagne. Le lieutenant Puga est un temps à Manciet, dans l'ouest du département où il prospecte les milieux civils susceptibles d'être actifs dans la résistance et y établit des liaisons entre divers mouvements et organisations. Il est placé en congé d'armistice le 1<sup>er</sup> mars 1943. Fin avril 1943, il est arrêté et incarcéré à la prison d'Agen mais libéré peu après. "Grillé", il s'évade de France par l'Espagne le 3 août 1943. Arrivé au Maroc, il est affecté au Centre d'Organisation de l'Arme Blindée (C.O.A.B.) n°23 à Rabat.

508<sup>e</sup> R.C.C. 48<sup>e</sup> B.C.C. 2<sup>e</sup> Dragons

Le 13 janvier 1944, il est de nouveau affecté au 2<sup>e</sup> Dragons, stationné à Sfax, en Tunisie. Le régiment, commandé par le colonel Demetz, débarque sur la plage de Beauvallon le 25 août 1944. Le lieutenant Puga prend le commandement du 3<sup>e</sup> escadron. Le 2<sup>e</sup> Dragons, associé dans un groupement tactique temporaire au Régiment d'Infanterie Coloniale du Maroc, participe au "nettoyage" du Languedoc et du Roussillon. Cette mission rapidement terminée, le régiment remonte la vallée du Rhône jusqu'à L'Arbresle, à 25 km au nord-ouest de Lyon. Le 2<sup>e</sup> Dragons est alors mis à la disposition du 2<sup>e</sup> Corps d'Armée (Monsabert) par le général de Lattre avec pour objectif immédiat la prise d'Autun.

Les 8, 9 et 10 septembre, les combats sont particulièrement violents à Autun qui est libérée. Ils se poursuivent durement en Haute Saône et surtout dans les Vosges mais ne permettent cependant pas au 2<sup>e</sup> C.A. de franchir les crêtes. Le 2<sup>e</sup> Dragons, jusqu'alors en soutien de la 3<sup>e</sup> D.I.A. est alors enlevé par de Lattre au 2<sup>e</sup> C.A., au profit du 1<sup>er</sup> C.A., pour l'offensive conduisant au forçement de la trouée de Belfort. Il opère à la limite sud du 2<sup>ème</sup> C.A, au nord du dispositif qui pénètre en haute Alsace dans la 2<sup>ème</sup> quinzaine de novembre 1944. Du 20 janvier au 5 février 1945, il contribue, à partir de la région de

Mulhouse, à la difficile réduction de la poche de Colmar. Le 21 février, il est au repos à Masevaux. Le 1<sup>er</sup> avril 1945, sous les ordres du lieutenant-colonel de Clerck, il passe le Rhin à Germersheim et combat sur le versant est de la Forêt Noire.

Après l'armistice du 8 mai 1945, le capitaine Hubert Puga est stationné avec son escadron à Constance. Il participe au défilé du 14 juillet 1945 à Paris, puis repart en occupation en Autriche.

En 1946, le capitaine Puga est admis à l'école d'état-major. A l'automne 1947, il est muté au 2<sup>e</sup> bureau du Commandement Supérieur des Troupes en Tunisie qui est assumé par le général Raymond Duval tandis que le résident général est Jean Mons (qui sera impliqué en 1954 dans "l'affaire des fuites").

En septembre 1949, Hubert Puga revient en métropole et y passe le brevet technique. Très impliqué dans les réflexions sur la doctrine d'emploi des chars, il se spécialise dans ce domaine et participe aux essais des prototypes de blindés de l'A.M.X. (AMX 50 qui ne verra pas le jour et AMX 13). Il entre à l'école supérieure de guerre en 1952, au moment du grand débat sur la Communauté Européenne de Défense ; la plupart des stagiaires y sont opposés. En juin 1954, Hubert Puga est affecté au 1<sup>er</sup> bureau de l'Etat-Major de l'armée (de terre). Il avait souhaité être affecté à un service technique. (Il publie en octobre 1954 dans la Revue Militaire d'Information un article intitulé : "Puissance et mobilité du char").

Cependant, la question des effectifs étant particulièrement importante, il apprécie cette affectation. En 1956, il est favorable à l'abaissement de l'âge de la conscription plutôt qu'au rappel des disponibles, solution choisie par le gouvernement Guy Mollet pour augmenter les effectifs en Algérie. Le poste qu'il occupe, permet au chef d'escadrons Puga d'effectuer des missions en Algérie et de se rendre compte par lui-même de la situation.

Dans les mois précédant le 13 mai 1958, il est en relation avec divers groupes, assez désorganisés, qui préparent le - ou se préparent au - changement de régime. Après le 13 mai, en se rendant au domicile du général Chassin, il est arrêté et écroué à la prison de la Santé jusqu'au 25 mai. A sa sortie, il est muté au 2<sup>e</sup> régiment de cuirassiers à Saint Wendel dans la Sarre.

Il rejoint ensuite le cabinet du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Zeller, rappelé à ce poste le 1er juillet 1958 après en avoir été déjà titulaire en 1955 et au début de 1956. Après le départ de celui-ci, le 1er octobre 1959, et sur sa recommandation, le lieutenant-colonel Puga est affecté à l'état-major particulier du maréchal Juin. Au moment de l'affaire des barricades, Roger Frey vient sonder le colonel Puga sur une proposition de nomination du maréchal Juin à la tête de l'Algérie.

En 1960, le lieutenant-colonel Puga prend le commandement du 27<sup>e</sup> régiment de dragons dans la région d'Aumale, à une centaine de kilomètres au sud-est d'Alger. Le régiment est constitué d'un escadron de commandement et de services et de trois escadrons de combats constitués chacun d'un peloton de chars M24 (Chaffee), d'un peloton d'automitrailleuses M8 et de deux pelotons portés sur half-tracks. Il développe la mobilité de son unité. Dans la nuit du 23 au 24 octobre 1960, Ahmed Bencherif est capturé au nord-est de Béni Slimane, dans le secteur d'Aumale ; il était venu de Tunisie "épurer" la wilaya IV après l'affaire Si Salah. Ancien officier de l'armée française condamné à mort une première fois pour avoir déserté et égorgé - ou fait égorger - dix-huit militaires de son unité en 1957, il est de nouveau condamné à mort, par le tribunal militaire de Médéa. Edmond Michelet obtient du général de Gaulle, contre l'avis de Michel Debré, qu'il soit transféré en métropole où il sera gracié, puis libéré en mars 1962. Il prendra, en octobre de la même année, le commandement de la gendarmerie algérienne.

Le lieutenant-colonel Puga est l'un des chefs de corps qui s'est engagé à mettre son régiment à la disposition du général Challe pour le coup d'Alger. Le 21 avril 1961, il reçoit ses officiers un à un, leur expose ses intentions et leur laisse libre choix : tous, sauf un, le suivent. Deux escadrons gagnent Alger où ils prennent position en ville dans la nuit du 21 au 22. Puga désigne un de ses capitaines, Michel Delacour qui n'a jamais caché ses opinions en faveur de l'Algérie française, comme aide de camp du général Zeller. A l'échec du coup d'Alger, le régiment repart sur Aumale. Le lieutenant-colonel Puga est mis aux arrêts par le général Arfouilloux, commandant la zone de Médéa, transféré en métropole et écroué à Fresnes. Il y reste trois mois avant de passer en jugement devant le Tribunal militaire spécial

institué, comme le Haut tribunal militaire, en vertu de l'article 16. Son procès se tient le 19 août 1961. Le général Arfouilloux, appelé à témoigner, justifie techniquement le départ des escadrons du 27<sup>e</sup> Dragons pour Alger le 22 avril 1961. Le général Demetz, ancien chef de corps du 2<sup>ème</sup> Dragons en 1944-45, gouverneur militaire de Paris, vient témoigner en sa faveur. Défendu par Me Damien, le lieutenant-colonel Puga est condamné à cinq ans de prison avec sursis. Ipso facto, il est exclu de l'armée. Le capitaine Delacour, qui comparaît le lendemain devant la même juridiction, est acquitté, à l'instar du commandant Perrier, acquitté le 8 août, qui avait été aide de camp du général Challe pendant les journées d'avril.

Le colonel Puga, à 46 ans, commence une carrière dans une branche de l'industrie de défense, qu'il connaît bien : les blindés. A Creusot-Loire, en charge de l'exportation (en particulier vers l'Amérique du sud), il devient directeur du département de mécanique spécialisée et assume des responsabilités de plus en plus importantes au sein du groupe.

Après sa retraite, il continue à déployer une grande activité, au musée des blindés de Saumur, pour sa promotion de Saint-Cyr dont il est le secrétaire. Il donne une conférence à l'Institut Saint Pie X sur la guerre de 1939-45. En 1997, il est consulté lors de l'élaboration par Bruno Durieux d'un rapport au premier ministre sur la politique d'exportation d'équipements de défense. En novembre 2000, il présente une communication sur l'industrie privée des matériels blindés à un colloque sur les questions d'armement au début de la Ve République. Le colonel Puga s'éteint le samedi 3 avril 2010 à Paris. La messe d'enterrement est célébrée le jeudi 8 avril en l'église Saint Nicolas du Chardonnet à Paris, en présence de plusieurs officiers généraux, dont le général d'armée Benoit Puga, son fils, chef de l'état-major particulier du président de la République, et du général de corps d'armée Bruno Dary, gouverneur militaire de Paris. Le colonel Puga, officier de la légion d'honneur était père de 7 enfants, grand-père de 28 petits-enfants et arrière-grand-père de 31 arrière-petits-enfants.

Références principales : (1) S.H.A.T. Histoire Orale, Inventaire analytique des sous-séries 3K et 4K, pp. 335-344, 2001

(2) Michel Delacour, Cavalier en Algérie, La Pensée Universelle, 2ème édition, 246 p., 1994

(3) Colonel Renard, Un régiment dans la tourmente, Revue Historique des Armées, n°2/84